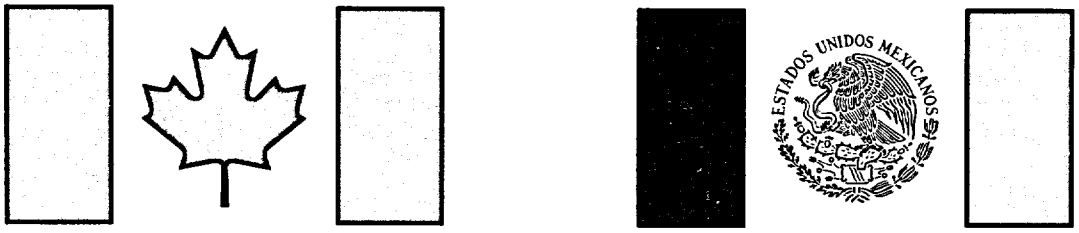


La visite au Canada de Carlos Salinas de Gortari Président des États-Unis du Mexique

---

du 7 au 10 avril 1991

La visite au Canada de Carlos Salinas de Gortari Président des États-Unis du Mexique

---

du 7 au 10 avril 1991

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
External Affairs and International Trade Canada

Imprimé sur du papier recyclé

Printed on recycled paper

Table des matières

Le Président Carlos Salinas de Gortari	1
Le secrétaire aux Relations extérieures Fernando Solana	3
Le Premier ministre Brian Mulroney	5
Le secrétaire d'État aux affaires extérieures Joe Clark	7
Commerce Canada – Mexique	9
Économie du Mexique	10
Organisation des États américains (OEA)	11
Processus de paix en Amérique centrale	12
Aperçu général sur le Mexique	14
Fiche documentaire sur le Mexique	16

Le Président
Carlos Salinas de Gortari

M. Carlos Salinas de Gortari est né à Mexico le 3 avril 1948. Il a obtenu un diplôme d'économie avec mention honorable à l'Université autonome nationale du Mexique (UNAM) en 1969, puis une maîtrise et un doctorat en administration publique à l'Université Harvard.

À partir de 1970, il a occupé plusieurs chaires dans des universités mexicaines, ainsi que des postes de haut rang au Secrétariat des finances et du crédit public. En sa qualité de directeur du Secrétariat de la planification et du budget, il a été l'un des principaux conseillers du Président Miguel de la Madrid.

En 1966, à l'âge de dix-huit ans, M. Salinas adhère au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). En 1971, il entre à l'Institut d'études politiques, économiques et sociales (IEPES) du PRI et enseigne à l'Institut de formation politique du parti. En 1979, il devient sous-directeur des Études économiques à cet institut et, en 1981 et 1982, durant la campagne électorale de M. Miguel de la Madrid, il occupe le poste de directeur général de l'IEPES. Il est membre depuis 1982 de la Commission de l'idéologie nationale du PRI.

M. Salinas est l'auteur de diverses publications, y compris un livre intitulé *Production et participation politique en milieu rural.*

Avant de devenir président, M. Salinas a dirigé plus de dix-huit organismes paraétatiques et agences décentralisées du gouvernement. Il a aussi dirigé des délégations mexicaines à des conférences internationales en Argentine, au Brésil, à Cuba, aux États-Unis, au Guatemala, au Japon et en République populaire de Chine.

Il est marié avec Cecilia Occelli González et est père de trois enfants, Cecilia, Emiliano et Juan Cristóbal.

Le secrétaire aux Relations extérieures Fernando Solana

M. Solana est né le 8 février 1931 et a étudié l'ingénierie, la philosophie et l'administration publique à l'Université autonome nationale du Mexique (UNAM).

Il a été directeur adjoint chargé de la planification et des finances à la société nationale d'alimentation CONASUPO (de 1970 à 1976), secrétaire au Commerce (1976 et 1977), secrétaire à l'Éducation (de 1977 à 1982) et président de la réunion mondiale des responsables des politiques culturelles de l'UNESCO.

Pendant dix ans (de 1966 à 1976), M. Solana a enseigné l'économie et les sciences politiques à l'UNAM. Au cours de la présidence de M. Miguel de la Madrid, il a été directeur général de la Banque nationale du Mexique (BANAMEX) et président du Conseil de la Banque nationale du commerce extérieur (BANCOMEX).

Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

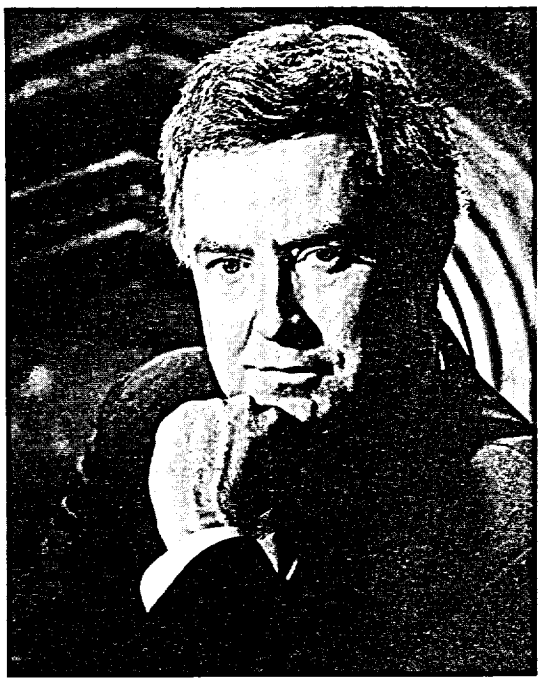
M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark



M. Joe Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1972 et y a été réélu à chacune des élections subséquentes, dont celle de 1988.

M. Clark est devenu chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979; il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin suivant. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Depuis sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent.

Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité du commerce du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification.

Commerce Canada – Mexique

Depuis son adhésion au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en 1986, le Mexique a considérablement ouvert son marché et éliminé un grand nombre de barrières tarifaires et non tarifaires.

En outre, la privatisation d'un certain nombre d'entreprises d'État et le renforcement du secteur privé mexicain donnent au commerce et aux investissements canadiens une grande chance d'expansion.

Les investissements canadiens au Mexique sont globalement évalués à 417 millions $US. La réforme récente du régime de l'investissement étranger a ouvert un certain nombre de secteurs clés à une plus grande participation canadienne, surtout en ce qui concerne l'exploitation minière, le transport, le tourisme et les télécommunications.

Le Mexique est notre plus important partenaire commercial en Amérique latine et est au nombre des vingt pays avec lesquels nous commerçons le plus. Les statistiques préliminaires de 1990 montrent que les échanges commerciaux entre le Canada et le Mexique ont totalisé 2,3 milliards $CAN. On s'attend à ce que ce commerce continue de croître sur le court terme et qu'il atteigne 5 milliards $CAN en l'an 2000.

Les exportations canadiennes au Mexique ont totalisé 594 millions $CAN en 1990. Nos principaux produits d'exportation sont le lait en poudre, l'acier semi-transformé, les pièces de véhicules automobiles, le matériel de télécommunications, les pâtes et papier et les hélicoptères. Les exportations de services canadiens, surtout des services spécialisés de génie dans le domaine environnemental, se sont aussi accrues de façon marquée.

En 1990, nos importations du Mexique ont totalisé 1,7 milliard $CAN, entraînant un déséquilibre de 1,1 milliard $CAN en faveur du Mexique. Dominées par le pétrole brut au début des années 80, nos importations sont maintenant surtout composées de produits manufacturés et de produits agricoles. Les véhicules automobiles et les pièces, le matériel électronique, les appareils ménagers, les processeurs numériques ainsi que les fruits et légumes représentant nettement plus de la moitié des expéditions mexicaines au Canada.

Un Accord de libre-échange nord-américain permettra de renforcer ces fondements. Le marché mexicain de 85 millions de consommateurs offre des possibilités particulièrement intéressantes à nos fournisseurs de biens d'équipement, de pièces de haute technologie et de matériaux industriels semi-manufacturés de haute qualité, à un moment où la modernisation et l'industrialisation du Mexique progressent rapidement.

Économie du Mexique

Depuis l'assermentation en 1988 du président Carlos Salinas de Gortari, le Mexique a accompli des progrès considérables dans la restructuration de son économie.

Le tarif maximum sur la valeur déclarée des produits est passé de plus de 100 % à 20 %, et le tarif moyen de 40 % à moins de 10 %. Les subventions ont été abaissées ou éliminées, et de nombreuses sociétés d'État (lignes aériennes, compagnies minières, téléphone, banques) sont en voie de privatisation.

Les nouveaux tarifs et l'abolition presque totale des quotas et des licences d'importation ont affecté la balance des paiements, mais ce problème ne devrait être que temporaire.

Le redressement important qu'ont connu les finances publiques du Mexique pendant les derniers mois est un grand pas vers la stabilisation macro-économique. Le programme du gouvernement mexicain a porté fruit, mais demeure à la merci des pressions inflationnistes et des facteurs extérieurs.

La récente baisse des prix du pétrole pourrait accroître le déficit de la balance des paiements et des comptes courants, et la demande continuelle de biens et de services importés ne fait qu'aggraver ce problème. De plus, le tourisme hivernal a connu une baisse (à cause de la guerre du golfe Persique), les touristes mexicains dépensent de plus en plus à l'étranger, la récession aux États-Unis a des répercussions sur les exportations mexicaines et le taux de croissance des maquiladoras (zone franche industrielle) est en déclin.

Il convient cependant de remarquer que le gouvernement de Mexico a mis en oeuvre un programme de développement des exportations non pétrolières pour aplanir les obstacles micro-économiques et structuraux intérieurs, et compenser un fléchissement temporaire de la croissance des exportations de biens manufacturés. Ce programme a été conçu pour soutenir la croissance de 11 % prévue en 1991.

Le pacte de stabilisation et de croissance économique entre le gouvernement et les syndicats a été prorogé une cinquième fois, jusqu'au 31 décembre 1991. Toutefois, le taux d'inflation dépasse le niveau prévu, et les syndicats manifestent de plus en plus leur mécontentement, car ce phénomène baisse davantage les salaires réels. En 1990, le taux d'inflation s'élevait à près de 30 %, et l'on prévoit qu'il se maintiendra à ce niveau pendant au moins un an ou deux.

Les réserves monétaires atteignaient 9,5 milliards $US à la fin de 1990. Néanmoins, la balance commerciale négative continue de susciter de l'inquiétude et pourrait s'ajouter aux pressions menant à une dévaluation du peso, si de nouveaux capitaux n'entrent pas au Mexique. (La dévaluation annuelle du peso de 5 % par rapport au dollar est inférieure au taux d'inflation et elle a entravé la croissance dans les secteurs d'exportation de pointe.)

En général, la situation économique est favorable. La récente baisse des taux d'intérêt internationaux a permis de réduire les paiements de la dette extérieure, au moment où les capitaux étrangers continuent d'affluer. On n'a observé aucune fuite de capitaux jusqu'à maintenant, même si les taux d'intérêt mexicains réels ont diminué et ont connu une baisse en janvier.

La dette ne représente plus un problème par suite d'un accord conclu avec des banques commerciales grâce au Plan Brady. La participation éventuelle du secteur privé à la gestion des banques et des mines, de même que la privatisation des autres sociétés d'État stimulent la confiance. En outre, la perspective d'un accord de libre-échange trilatéral entre le Mexique, le Canada et les États-Unis crée un climat favorable aux investissements et redonne confiance en l'économie.

Organisation des États américains (OEA)

L'Organisation des États américains (OEA) est la plus ancienne de toutes les organisations intergouvernementales régionales du monde. Créée en 1890 à la suite d'une série de conférences interaméricaines qui avait débuté en 1826, elle s'est plus tard structurée de façon plus officielle sous le nom d'Union panaméricaine. Elle a été réorganisée et rebaptisée Organisation des États américains lors de la signature de la Charte de Bogota, le 30 avril 1948.

L'OEA a pour objectifs fondamentaux de consolider la paix et la sécurité et de promouvoir la solidarité, le développement économique et social, l'indépendance et l'intégrité territoriale des États membres.

À l'heure actuelle, l'OEA compte trente-cinq États membres, dont le Canada et le Mexique. De ce nombre, douze sont des membres anglophones relativement nouveaux des Antilles du Commonwealth. (Cuba compte parmi les États membres, mais son gouvernement actuel fait l'objet d'une suspension; les membres d'Amérique latine discutent périodiquement de la réintégration de Cuba.)

De 1972 au 8 janvier 1990, alors qu'il en est devenu membre à part entière, le Canada a eu le statut d'observateur permanent à l'OEA et il était aussi membre à part entière de plusieurs organismes spécialisés du réseau interaméricain, notamment l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (PAIGH) et la Conférence interaméricaine des télécommunications (CITEL). En 1989, le Canada a annoncé qu'il verserait, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), durant les cinq prochaines années, une subvention de 1,3 million $, pour appuyer les activités d'aide au développement de l'OEA.

Les paiements contingentaires annuels du Canada s'élèvent actuellement à 6,3 millions $, auxquels s'ajoute une contribution de 1,8 million $ au Fonds des contributions volontaires de l'OEA.

En outre, l'ACDI cherche à faire des arrangements, avec l'IICA concernant des projets de coopération technique qui coûteront 2 millions $ par an au Canada durant les quatre prochaines années.

Au cours de l'année qui a suivi son adhésion à l'OEA, le Canada a joué un rôle déterminant dans la création de l'Unité du développement démocratique. Il a participé étroitement et activement, au Nicaragua, en Haïti et au Salvador, aux programmes d'aide électorale et de surveillances des élections de l'Organisation. Le Canada a également été élu à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), il s'est joint à la Commission interaméricaine des femmes (CIM) et il est représenté par le sénateur Gerald Ottenheimer au sein du Groupe consultatif du Secrétaire général sur le système interaméricain.

Processus de paix en Amérique centrale

La recherche de la paix

Les événements des années 90 ont amené un climat d'optimisme : des élections libres et équitables ont eu lieu au Nicaragua, les négociations de paix peuvent reprendre incessamment au Salvador et les grandes puissances ont accepté d'appuyer le processus de paix.

Les années 80 cependant ont été marquées par des conflits civils plus ou moins importants au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala. À ces conflits, déclenchés par des facteurs socio-économiques, est venue se greffer une dimension Est-Ouest caractérisée par l'intervention des États-Unis dans la guerre que livrent les Contras au Nicaragua et par l'aide fournie par Cuba et l'Union soviétique aux Sandinistes et aux guerilleros du Salvador et du Guatemala.

En 1983 à Contadora au Panama, les ministres des Affaires étrangères de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela (le Groupe de Contadora) ont entrepris avec les dirigeants des cinq pays d'Amérique centrale (c.-à-d. les trois pays en guerre, ainsi que le Honduras et le Costa Rica) une série de pourparlers qui ont mené à la rédaction d'un projet d'acte de paix.

En août 1987, à partir d'une proposition du président Oscar Arias du Costa Rica, les cinq présidents ont donné leur accord à un plan de paix pour l'Amérique centrale connu sous le nom d'Esquipulas II. Ce plan proposait que soit garantie la participation de la population au processus politique, et que les gouvernements s'engagent à assurer le respect des droits de la personne et du droit de tous les pays de choisir sans influence extérieure leurs régimes économique, politique et social.

Il s'est dégagé un consensus dans la région sur la nécessité de négocier des cessez-le-feu, d'amnistier les insurgés et d'engager un dialogue avec les groupes d'opposition non armés. Même si les délais n'ont jamais été respectés, des progrès réels ont été enregistrés.

Les présidents se sont rencontrés à plusieurs reprises depuis la signature de l'accord d'Esquipulas II, de sorte que ce sommet est devenu une institution régionale importante. En août 1989, à Tela au Honduras, ils se sont entendus sur un plan visant à démobiliser la résistance au Nicaragua et à mettre en place, sous l'égide de l'ONU, un mécanisme de vérification des mesures de sécurité. En décembre 1989, à San Isidro de Coronado au Costa Rica, les présidents ont sanctionné le principe du démantèlement, sous surveillance internationale, des mouvements insurrectionnels.

Lors de leur dernière réunion, en décembre 1990 à Puntarenas au Costa Rica, ils se sont penchés sur diverses questions comprenant le désarmement régional, la valorisation du commerce entre les régions et la coopération nécessaire à la protection de l'environnement. Ils ont aussi souligné l'importance de mettre fin aux guerres civiles dans la région, soit au Guatemala et au Salvador.

L'appui du Canada au processus de paix

En 1985, le Canada a fait savoir au Groupe de Contadora qu'il était disposé à l'aider à développer des mécanismes de maintien de la paix en mettant à profit l'expérience qu'il a acquise dans ce domaine depuis trois décennies. Après la signature de l'accord d'Esquipulas II en 1987, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark a envoyé des représentants canadiens de haut niveau en Amérique centrale pour offrir le soutien du Canada aux dirigeants. En novembre de la même année, M. Clark s'est rendu dans les cinq pays de la région afin de réitérer cette offre, et un comité spécial de la Chambre des communes a été mis sur pied au début de 1988 pour examiner le processus et suivre de près son évolution.

Entre temps, l'économie de la région était durement touchée par la faiblesse des prix des produits de base, l'effet paralysant de la dette extérieure et les déséquilibres créés par les conflits militaires. Le Canada a aidé à assurer la stabilité dans la région, tout spécialement en y triplant son assistance entre 1983 et 1988 et en annonçant en septembre 1988 qu'il relèverait substantiellement ses crédits d'aide, en réponse au rapport préparé par le comité de la Chambre des communes.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) appuie, dans les cinq pays d'Amérique centrale, une vaste gamme de projets principalement destinés à soulager la pauvreté. En outre, grâce au financement de l'ACDI, diverses organisations non gouvernementales canadiennes participent à des projets au niveau local. Ces initiatives, auxquelles s'ajoute un programme dynamique d'assistance aux réfugiés (dont ont bénéficié plus de 20 000 personnes au cours des cinq dernières années), ont été menées sans conditions politiques.

Conclusion

Conscient du fait que la paix est un facteur essentiel au succès des efforts de développement, le Canada suit avec optimisme l'application du plan de paix en Amérique centrale, malgré des revers tragiques comme la continuation du conflit au Salvador.

Grâce à ce plan, des efforts de réconciliation nationale ont été faits au Salvador et le Nicaragua a eu droit à des élections justes et équitables. Même si la situation évolue rapidement en Amérique centrale, le Canada estime qu'il faut donner à cette région le temps et la latitude voulus pour lui permettre de venir à bout de ses propres difficultés.

Le gouvernement canadien se réjouit des progrès accomplis récemment dans cette région, y voyant une concrétisation de la destinée particulière de l'Amérique centrale. Le plan Arias de 1987 vise à créer « le climat de liberté qu'assure la démocratie »; il reste la clé de voûte des efforts entrepris en vue de mettre fin au cycle de répression, de pauvreté et de conflit qui a entravé le développement de la région tout entière et bouleversé la vie de centaines de milliers de ses habitants.

Aperçu général sur le Mexique

Population

Le Mexique est le pays ayant la plus grande population hispanophone au monde. Il se distingue aussi, dans la région de l'Amérique latine, par sa grande proportion de métis (79 %), issus du croisement des races amérindienne et espagnole; 11 % de la population est de race amérindienne.

Bien que le Mexique ait réussi à réduire le rythme de sa croissance démographique au cours des quinze dernières années, 53 % des Mexicains ont moins de vingt ans. L'éducation et les soins de santé sont théoriquement gratuits et universels, mais en réalité ces services sont inaccessibles ou sont au-dessus des moyens financiers d'une proportion allant du quart au tiers de la population.

La majorité des Mexicains demeurent en marge de l'activité économique et l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'agrandit. En outre, le niveau de vie de la classe moyenne baisse rapidement.

Le Mexique est un pays centralisé et le quart de la population vit dans la capitale. Cette situation crée de graves problèmes : la pollution (le district fédéral est la région urbaine la plus polluée au monde), la surpopulation, le manque de services publics adéquats, la délinquance, le manque de logements, etc.

Histoire

Avant la conquête espagnole, il existait au Mexique une civilisation indigène avancée, ce qui est pour les Mexicains d'aujourd'hui une source de grande fierté. Les principales cultures étaient celles des Olmèques, des Mayas, des Toltèques et des Aztèques. Ces peuples avaient acquis des connaissances impressionnantes en mathématiques, en astronomie, en agriculture et en architecture, et dans certains domaines, ils avaient égalé ou même surpassé les plus grandes réalisations scientifiques et culturelles de leur temps.

Lorsque les Européens sont arrivés, un grand nombre de ces cultures (olmèque, maya) avaient depuis longtemps connu leur apogée et étaient presque disparues (sauf leurs magnifiques monuments de pierre et leurs villes). La civilisation aztèque, concentrée à Tenochtitlan (maintenant Mexico), était florissante au XVI^{e} siècle, mais elle a été complètement détruite par les Espagnols.

Hernan Cortés a conquis le territoire entre 1519 et 1521 et a fondé une colonie espagnole qui dura près de 300 ans. Le père Miguel Hidalgo a proclamé l'indépendance du Mexique envers l'Espagne le 16 septembre 1810, et la république a été instaurée le 6 décembre 1822.

En 1910, la révolution éclate, provoquée par de graves problèmes socio-économiques. Les principaux artisans de cette révolution – certains se disputèrent le pouvoir – ont été Francisco I. Madero, Venustiano Carranza, Pancho Villa et Emiliano Zapata. Le Parti révolutionnaire, après avoir changé de nom plusieurs fois (on l'appelle maintenant le Parti révolutionnaire institutionnel ou PRI) et après plusieurs réorganisations, demeure la force politique la plus importante du pays.

Gouvernement

En 1917, le Mexique se donne une constitution qui fait de lui une république fédérale. Le pouvoir exécutif du gouvernement, investi dans son président, est dominant et jouit d'une très grande autorité. Il n'y a pas de vice-président. Le président nomme les membres de son cabinet et ces derniers possèdent une certaine autonomie dans leur domaine de responsabilité; ils ne sont pas choisis parmi les membres du Congrès.

Le Congrès est composé de deux chambres : le Sénat et la Chambre des députés. Deux sénateurs sont élus pour chacun des 31 États du Mexique et pour le district fédéral (Mexico), soit un total de 64. La Chambre des députés comprend 500 membres élus pour un mandat de trois ans. (Deux cents sièges sont réservés à l'Opposition et sont alloués selon la représentation proportionnelle.)

Jusqu'à récemment, l'organe législatif du gouvernement se contentait essentiellement d'approuver les décisions du président. Toutefois, des changements apportés à la loi électorale en 1987 ont accru quelque peu le pouvoir politique du Congrès, transformant ainsi la Chambre des députés en une assemblée délibérante. Le PRI occupe présentement 263 sièges et l'Opposition, 237. Étant donné que toute réforme constitutionnelle doit être appuyée par 332 votes, le PRI doit, pour la première fois dans l'histoire du Mexique, obtenir l'appui de l'Opposition pour effectuer des changements législatifs importants.

Les gouverneurs des États sont élus pour un mandat de six ans. Même s'ils possèdent beaucoup de pouvoirs au niveau local, ils sont, dans la pratique, asservis à l'autorité du président. (Le premier gouverneur de l'Opposition a été élu en juillet 1989 dans l'État de Baja California.) Les législateurs des États, les maires et les membres des conseils municipaux sont élus pour une période de trois ans et le gouverneur de l'État exerce sur eux une grande influence.

Fiche documentaire sur le Mexique

Données de base

Superficie	1 958 201 km^2	
Population (1990)	85 millions	
Densité démographique	42 habitants/km^2	
Langue officielle	Espagnol	
Composition ethnique	Métis	79 %
	Indiens	11 %
	Blancs	10 %
Religion dominante	Catholique romaine	93 %
Principales villes et leur population	Mexico	19,3 millions
	Guadalajara	3,4 millions
	Monterrey	3,1 millions

Politique

Type de gouvernement	République fédérale à structure centralisée, comptant 31 États et un district fédéral (Mexico)
Gouvernement actuel	Élu en 1988
Président	M. Carlos Salinas de Gortari
Ministre des Affaires étrangères	M. Fernando Solana
Parti au pouvoir	Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui détient actuellement 60 des 64 sièges au Sénat et 263 des 500 sièges à la Chambre des députés
Partis d'opposition	Plusieurs partis d'opposition se partagent 200 sièges (sur un total de 500) réservés à l'opposition et alloués selon la représentation proportionnelle

Économie

PIB par habitant (1990)	3 234 $US
Taux de croissance de l'économie (1990)	3,9 %
Taux d'inflation (IPC) (1990)	29,9 %
Dette extérieure totale (1990)	93 milliards $US
Créances canadiennes	Banques commerciales : 5,6 milliards $CAN Société pour l'expansion des exportations et Commission canadienne du blé : 661,3 millions $CAN Aide publique au développement : nulle
Réserves de devises (1990)	9,5 milliards $US
Taux de chômage (1990)	2,8 %
Taux de sous-emploi (1990)	De 35 à 50 %
Cours de la monnaie (mars 1991)	$CAN = env. 2 439 pesos

Commerce extérieur

(milliards $US)	*1988*	*1989*	*1990*
Total des exportations[a]	20,6	22,4	26,8
Total des importations[a]	18,9	23,4	29,8
Excédent commercial[a]	1,7	-1,0	-3,0

Principaux marchés (1990 – moyenne procentuelle)	É.-U. 73 %, Canada 5,6 %, Japon 4,4 %, Espagne 3,9 %, France 1,6 %, Allemagne 1,2 %
Principaux fournisseurs (1990 – moyenne procentuelle)	É.-U. 64,3 %, Allemagne 5,5 %, Japon 4 %, France 2 %, Canada 1,7 %, R.-U. 1,5 %, Brésil 1,2 %

Commerce avec le Canada

(millions $CAN)	*1988*	*1989*	*1990*
Exportations à destination du Mexique	488	603	594
Importations en provenance du Mexique	1 320	1 698	1 730
Balance commerciale	-832	-1 095	-1 136

Principales importations en provenance du Mexique (1990)	Véhicules automobiles et pièces, y compris des moteurs, matériel électronique, appareils ménagers, processeurs numériques, fruits et légumes
Principales exportations canadiennes au Mexique (1990)	Lait en poudre, acier semi-transformé, pièces de véhicules automobiles, matériel de télécommunication, pâtes et papier, hélicoptères
Investissements directs canadiens (1990)	417 millions $US (ce qui représente 1,4 % de l'investissement étranger au Mexique, une augmentation de 15,5 % par rapport à 1989). Principales sociétés canadiennes : Placer-Dome, Mitel, Northern Telecom, Noranda, Moore Corp., Bata Shoes, Canada Wire, Cominco

Aide canadienne

Aucun programme d'aide bilatérale de l'ACDI.

L'ambassade gère un fonds canadien de 350 000 $ pour des projets locaux.

Le Canada a fourni une aide exceptionnelle de 3,8 millions $ à la reconstruction après le tremblement de terre de 1985.

[a] Exclut le commerce avec l'industrie en zone franche (maquiladora), qui a lieu principalement avec les États-Unis. L'inclusion porterait la part américaine du commerce avec le Mexique à 80 %.

Autres données

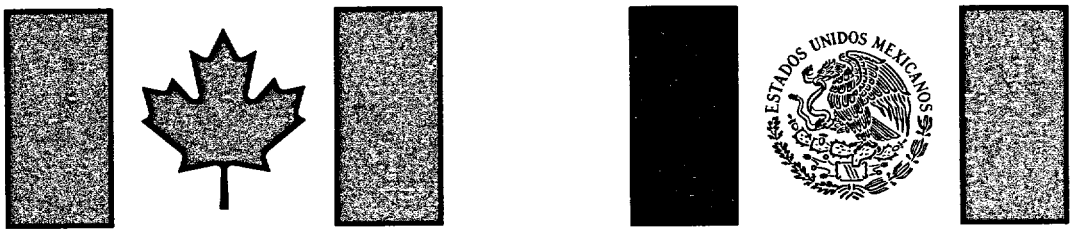
Nombre de visiteurs canadiens au Mexique (1990)	350 000 (ministère mexicain du Tourisme)
Nombre de visiteurs mexicains au Canada (1990)	18 800
Immigration mexicaine au Canada (1990)	1 500 résidents permanents (1 500 étudiants)
Permis de travail attribués annuellement à des Mexicains	7 000 (dont 5 000 dans le cadre du Programme des travailleurs agricoles saisonniers du Mexique)
Établissement des relations diplomatiques	Le 27 avril 1944
Ambassade canadienne à Mexico	21 membres du corps diplomatique et 55 employés locaux
Consulats honoraires canadiens	Acapulco, Cancun, Guadalajara, Mazatlan, Puerto Vallarta, Tijuana et Oaxaca

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20074574 6

DOCS
CA1 EA 91V35 EXF
Visit to Canada by Carlos Salina
de Gortari President of the Unit
Mexican States : April 7-10, 199
--
43259524

60984 81800

doc
CA1
EA
91V35
EXF



Visit to Canada by Carlos Salinas de Gortari President of the United Mexican States

---

April 7-10, 1991

b2373592 (E)
b2373634 (F)

Visit to Canada
by
Carlos Salinas de Gortari
President of the
United Mexican States

April 7-10, 1991

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUN 21 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-259-524 (E)
43-259-528 (F)

Printed on recycled paper

Imprimé sur du papier recyclé

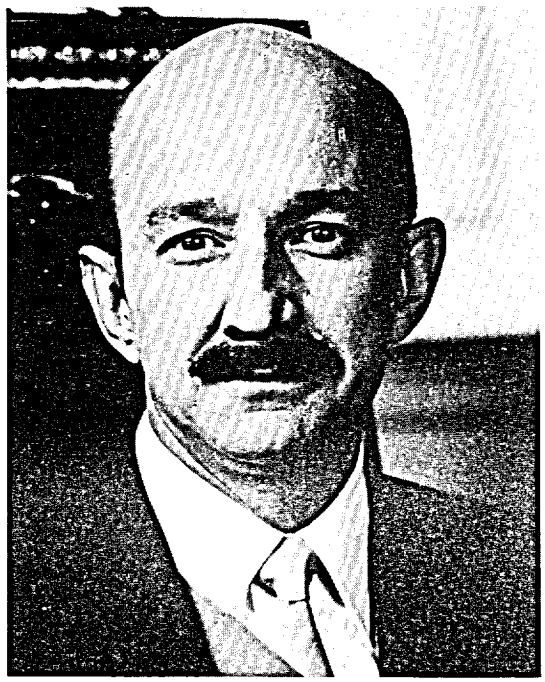
External Affairs and International Trade Canada

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Contents

President Carlos Salinas de Gortari	1
Secretary of Foreign Relations Fernando Solana	3
Prime Minister Brian Mulroney	5
Secretary of State for External Affairs Joe Clark	7
Canada–Mexico Trade	9
Mexico: Economy	10
Organization of American States (OAS)	11
Central American Peace Process	12
Mexico: Background	14
Mexico: Fact Sheet	16

President
Carlos Salinas de Gortari



Carlos Salinas de Gortari was born in Mexico City on April 3, 1948. He received a degree with honourable mention in Economics from the National Autonomous University of Mexico (UNAM) in 1969, and both a master's degree and a doctorate in Public Administration and Government from Harvard University.

Since 1970 Mr. Salinas has held various professorial positions in Mexican universities, as well as senior positions in the Secretariat of Finance and Public Credit. As head of the Secretariat of Planning and the Budget, he was a senior adviser to President Miguel de la Madrid.

Mr. Salinas joined the Institutional Revolutionary Party (PRI) in 1966, when he was 18. In 1971 he joined the Institute for Political, Economic and Social Studies (IEPES) of the PRI and was a professor in the party's Institute for Political Training.

In 1979, Mr. Salinas was sub-director of Economic Studies in this institute. In 1981–82, during the political campaign of Miguel de la Madrid, he was director general of IEPES. Since 1982, he has been a member of the National Ideological Commission of the PRI. Mr. Salinas is the author of various publications, including a book entitled *Production and Political Participation in the Countryside.*

Prior to becoming president, Mr. Salinas was a director of more than 18 publicly owned and decentralized government agencies. He also participated at various times as head of Mexican delegations to international conferences in Argentina, Brazil, Cuba, the U.S., Guatemala, Japan, and the People's Republic of China.

President Salinas is married to Cecilia Occelli González and has three children: Cecilia, Emiliano and Juan Cristóbal.

Secretary of Foreign Relations
Fernando Solana

Fernando Solana was born on February 8, 1931, and studied Engineering, Philosophy and Public Administration at the National Autonomous University of Mexico (UNAM).

He was assistant director of Planning and Finance in CONASUPO (National Food Company) (1970–76); secretary of commerce (1976–77); secretary of education (1977–82); and president of UNESCO's World Reunion of Cultural Policies.

For 10 years (1966–76) Mr. Solana was a professor of Economics and Political Science at the UNAM. He was director general of the National Bank of Mexico (BANAMEX) and president of the Council of the National Bank of Foreign Trade (BANCOMEX) during the administration of President Miguel de la Madrid.

Prime Minister
Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a Bachelor of Arts (Honours) degree in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a Bachelor of Law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children, Caroline, Ben, Mark and Nicolas.

Secretary of State for External Affairs
Joe Clark

Born in High River, Alberta, on June 5, 1939, Joe Clark holds a Bachelor of Arts degree in History and a Master of Arts degree in Political Science from the University of Alberta, as well as an honourary Doctor of Laws degree from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been reelected to the House in all successive elections up to and including 1988.

On February 22, 1976, Mr. Clark was elected leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as prime minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

Mr. Clark has focussed his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism since his appointment in 1984 as secretary of state for external affairs.

Mr. Clark is also chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and vice-chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.

Canada – Mexico Trade

Since joining the GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) in 1986, Mexico has liberalized its market significantly and removed a wide range of tariff and non-tariff barriers.

This, plus the privatization of a number of state-owned enterprises, and the strengthening of the Mexican private sector, has resulted in significant new opportunities for expanded Canadian trade and investment.

Total Canadian investment in Mexico is estimated to be US$417 million. Recent foreign investment reforms have opened a number of key sectors to greater Canadian participation, particularly in mining, transportation, tourism and telecommunications.

Mexico is Canada's largest trading partner in Latin America and is one of Canada's top 20 partners in global trade. Preliminary statistics for 1990 show that trade between Canada and Mexico was C$2.3 billion. It is expected to continue growing in the short term, and could reach C$5 billion by the year 2000.

Canadian exports to Mexico totalled C$594 million in 1990. The principal products were milk powder, semi-processed steel, motor vehicle parts, telecommunications equipment, pulp and paper, and helicopters. Canadian service exports, particularly specialized engineering in the environmental field, have also grown appreciably.

Canadian imports from Mexico in 1990 totalled C$1.7 billion, resulting in an imbalance of C$1.1 billion in Mexico's favour. Crude oil dominated Mexican shipments to Canada in the early 1980s, but imports now consist mostly of manufactured goods and agricultural products. Motor vehicles and parts, electronic equipment, appliances, digital processing units, and fruit and vegetables account for well over half of Mexican shipments to Canada.

A North American free trade agreement will build effectively on these foundations. Improved access to the Mexican market of 85 million people offers particularly bright prospects for suppliers of capital equipment, technologically advanced components, and high-quality, semi-manufactured industrial materials as Mexico's modernization and industrialization rapidly advances.

Mexico: Economy

Since his inauguration as President of Mexico in 1988, Carlos Salinas de Gortari has made dramatic progress in restructuring the economy.

The maximum tariff on the declared value of goods has been reduced from over 100% to 20%, and the average tariff has dropped from 40% to less than 10%. Subsidies have been reduced or eliminated, and many government corporations (airlines, mining companies, the national telephone system, banks) are being privatized.

New tariff levels and the virtual elimination of quotas and import licences have had an adverse impact on the balance of payments, but this is not expected to be a long-term problem.

Considerable improvement in Mexican public finances in recent months is a major step toward macroeconomic stabilization. The Mexican government's program has been successful but remains vulnerable to inflationary pressures and external events.

The recent fall in oil export prices has created the risk of a larger deficit in the balance of payments and the current account. A continuing high demand for imported goods and services exacerbates this problem.

Further complications include a drop in tourism during the winter of 1991 (blamed on the Persian Gulf War), increasing expenditure abroad by Mexican tourists, the effects of the U.S. recession on Mexican exports, and a decline in the growth rate of maquiladoras (manufacturing industries in tax-free zones).

It should be noted, however, that the Mexican government has implemented a non-oil exports development program to reduce domestic microeconomic and structural obstacles to offset any temporary weakening of growth in manufactured exports. It is designed to assist a projected export growth of 11% in 1991.

The government-labour Pact for Stabilization and Economic Growth (Pact) was renewed, for the fifth time, to December 31, 1991. However, there is evidence of growing pressure from organized labour over inflation rising above targeted levels, causing a further drop in real wages. In 1990 inflation reached close to 30%, with estimates that it will remain in this range for at least one to two more years.

Monetary reserves reached US$9.5 billion at the end of 1990. Nevertheless, the negative balance on the trade account remains cause for concern and could add to pressure for a peso devaluation if not matched by capital inflows. (The managed 5% yearly peso-dollar devaluation, currently at 5%, is less than inflation and has discouraged growth in export-led sectors of the economy.)

Overall, the economic picture is positive. The recent lowering of international interest rates has reduced external debt payments; and capital from abroad continues to flow in.

There has been no capital flight so far, despite lowering of real domestic interest rates, which in January were negative. The debt is no longer a problem following agreement with commercial banks in the context of the Brady Plan.

Confidence is also buoyed by the private sector's planned participation in the newly privatized banking system and mining sector, as well as being buoyed by the privatization of other government-owned enterprises. In addition, the positive investment climate created by the proposed free trade agreement between Mexico, Canada, and the United States is renewing confidence in the economy.

Organization of American States (OAS)

The Organization of American States (OAS) is the oldest regional organization in the world. Originally established in 1890 following a series of inter-American conferences beginning in 1826, it became more formally structured as the Pan-American Union. It was reorganized and renamed the Organization of American States with the signing of the Charter of Bogota on April 30, 1948.

The fundamental purposes of the OAS are to strengthen peace and security and to promote the solidarity, economic and social development, independence and territorial integrity of its member states.

At present, there are 35 member states, including Canada and Mexico. Twelve of the 35 are relatively new, English-speaking members from the Commonwealth Caribbean. (Cuba is a member state, but its present government has been suspended; periodically, Latin American members discuss reinstating Cuba to normal status.)

From 1972 until it became a full member on January 8, 1990, Canada had permanent observer status in the OAS and was a full member of several specialized agencies of the inter-American system, notably the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA), the Pan-American Institute of Geography and History (PAIGH), and the Inter-American Committee on Telecommunications (CITEL). In 1989, the Canadian International Development Agency (CIDA) announced a five-year, $1.3 million grant to support OAS development assistance activities.

Canada's annual quota payment is currently $6.3 million, plus a $1.8 million contribution to the OAS Voluntary Fund.

In addition, CIDA is pursuing arrangements with IICA for technical co-operation projects that will cost Canada about $2 million a year for four years.

During its first year as an OAS member, Canada proposed the creation of the Unit for Democratic Development. Canada has also been a major and active participant in the electoral assistance and election-monitoring programs of the OAS in Nicaragua, Haiti and El Salvador. As well, Canada was elected to the Inter-American Drug Abuse Control Commission (CICAD), has joined the Inter-American Commission of Women (CIM), and is represented by Senator Gerald Ottenheimer in the Secretary-General's Consultative Group on the Inter-American System.

Central American Peace Process

The Search for Peace

Events in the 1990s have prompted some optimism: free and fair elections have taken place in Nicaragua; peace negotiations have resumed in El Salvador; and there is agreement between the superpowers to support the peace process.

The 1980s, however, saw varying degrees of civil conflict in three Central American countries – El Salvador, Nicaragua and Guatemala. Although these conflicts had their roots in socio-economic factors, an East–West dimension was superimposed in the form of U.S. intervention in the contra war in Nicaragua, and by Soviet and Cuban aid to the Sandinistas in Nicaragua and to Salvadoran and Guatemalan guerrillas.

In 1983, at Contadora, Panama, the foreign ministers of Colombia, Mexico, Panama and Venezuela (known as the Contadora Group) initiated a series of exchanges with the leaders of all five Central American countries (i.e., the three nations in conflict, and Honduras and Costa Rica). This resulted in a draft act for peace.

In August 1987, based on a proposal by Costa Rica's President Oscar Arias, all five Central American presidents agreed to an indigenous Central American peace plan known as Esquipulas II. The plan proposed that popular participation in political processes be guaranteed, and that governments commit themselves to human rights and to the rights of all countries to determine, without outside influence, their economic, political and social systems.

There emerged a regional consensus on the need for ceasefires, amnesty to armed insurgents, and dialogue with unarmed opposition groups. While planned deadlines have never been met, real progress has been made.

The presidents have met a number of times since Esquipulas II, transforming the summit process itself into a valuable regional institution. In August 1989 at Tela, Honduras, they agreed to a plan to demobilize the Nicaraguan resistance and to set in place a UN-sponsored security verification mechanism. In December 1989 at San Isidro de Coronado, Costa Rica, the presidents established the principle that all insurgent movements be dismantled under international supervision.

At their most recent meeting in December 1990 at Puntarenas, Costa Rica, the presidents addressed a range of issues from regional disarmament to boosting intraregional trade to initiating co-operation in protecting the environment. They also emphasized the importance of ending the remaining civil conflicts in the region, in Guatemala and El Salvador.

Canada's Support for the Peace Process

In 1985 Canada expressed to the Contadora Group its willingness to help design peacekeeping mechanisms, drawing on three decades of Canadian experience. Following the Esquipulas II agreement in 1987, Secretary of State for External Affairs Joe Clark dispatched officials to deliver an offer of Canadian support. Mr. Clark travelled to all five countries of Central America in November 1987 to underscore that willingness to help, and a special House of Commons committee was established early in 1988 to review and monitor the process.

Meanwhile, the regional economy was plagued by low commodity prices, crippling foreign debt, and distortions arising from military conflict. An important aspect of Canada's support for stability in the region was the tripling of Canadian assistance between 1983 and 1988, followed by a further major increase announced in September 1988 in response to the House of Commons committee report.

The Canadian International Development Agency (CIDA) supports a wide range of projects, mainly aimed at alleviating poverty, in all five countries of Central America. With funding from CIDA, Canadian non-governmental organizations are also participating in grass-roots projects. These initiatives, combined with an active refugee assistance program (over 20,000 Central Americans have been helped in the last five years), have been undertaken without political conditions.

Conclusion

Recognizing that peace is an essential ingredient in effective development efforts, Canada is following the implementation of the Central American peace plan with optimism, in spite of tragic setbacks such as the continuing conflict in El Salvador.

As a result of the plan, the international community has witnessed efforts for national reconciliation in El Salvador, and has seen demonstrably free and fair elections take place in Nicaragua. While events in Central America are unfolding rapidly, Canada believes the region must be allowed the time and flexibility to resolve its own difficulties.

The Canadian government applauds recent developments in the region as an assertion of Central America's distinct destiny. With its commitment to establishing "the climate of liberty that democracy ensures," the 1987 Arias-inspired peace plan still provides the basis for ending the cycle of repression, poverty and conflict that has hampered the development of the entire region and immeasurably altered the lives of hundreds of thousands of people.

Mexico: Background

People

Mexico is the world's largest Spanish-speaking country. It is also distinguished within the Latin American region by being largely (79%) of "mestizo" or of mixed Indian-Spanish origin; 11% of the population is Indian.

Although Mexico has been successful in reducing its rate of population growth in the last 15 years, 53% of Mexicans are less than 20 years old. Both education and health care are theoretically free and universal, but in reality these services are either not available or beyond the financial reach of one-quarter to one-third of the population.

The majority of Mexicans remain outside the economic mainstream, and the gap between the wealthiest and the poorest is widening. The standard of living of the middle class has been declining rapidly.

Mexico is a centralized country with one quarter of the population living in the capital. This creates a number of serious problems: pollution (the federal district is the most polluted urban area in the world), overpopulation, lack of proper public services, delinquency, inadequate housing, etc.

History

An advanced indigenous civilization existed in Mexico prior to the Spanish conquest and this is a source of great pride for modern-day Mexicans. The major cultures were the Olmec, the Maya, the Toltec, and the Aztec. They had made impressive advances in mathematics, astronomy, agriculture and architecture, and, in some areas, rivalled or surpassed the highest scientific and cultural achievements known anywhere in the world at the time.

Many of these cultures (Olmec, Maya) were long past their zenith and had virtually disappeared, except for their magnificent stone monuments and cities, by the time the Europeans arrived. The Aztec civilization, centred in Teotihuacan (now Mexico City), was flourishing in the 16th century but was completely destroyed by the Spaniards.

Hernan Cortés conquered Mexico in 1519–21 and founded a Spanish colony which lasted nearly 300 years. Independence from Spain was proclaimed by Father Miguel Hidalgo on September 16, 1810, and the republic was established on December 6, 1822.

Drastic social and economic problems finally erupted in the revolution of 1910. Prominent leaders in this revolution – some were rivals for power – were Francisco I. Madero, Venustiano Carranza, Pancho Villa, and Emiliano Zapata. The Revolutionary Party, under various names and after a number of reorganizations (now known as the Institutional Revolutionary Party) continues to be the most important political force in the nation.

Government

The constitution of 1917 established Mexico as a federal republic. The executive branch of government, headed by the president, is dominant and exercises enormous power. There is no vice-president. The president appoints the members of his cabinet, and they enjoy a certain autonomy within their areas of responsibility. They are not chosen from members of the Congress.

The Congress is a bicameral body consisting of the Senate and the Chamber of Deputies. Two senators are elected from each of Mexico's 31 states plus the Federal District (Mexico City), for a total of 64. The Chamber of Deputies consists of 500 members elected for a three-year term. (Two hundred seats are reserved for the opposition and are allocated on the basis of proportional representation.)

The legislative branch of government has functioned basically as a rubber stamp for presidential decisions. However, since the beginning of 1987, changes to the electoral laws have somewhat increased the political power of Congress, thereby transforming the Chamber of Deputies into a debating forum. At present, the ruling Institutional Revolutionary Party (PRI) has 263 seats and the opposition, 237. Since any constitutional reform requires 332 votes, for the first time in history the PRI needs the opposition's support to make major legislative changes.

State governors are elected for six-year terms; and even though they exercise considerable local power, they are, in practice, subservient to the president. (The first opposition governor was elected in Baja California in July 1989.) State legislators, mayors and municipal councils are elected for three-year terms and are, in turn, strongly influenced by their state governors.

Mexico: Fact Sheet

Basic data		
Area	1,958,201 sq. km.	
Population (1990)	85 million	
Population density per sq. km.	42	
Official language	Spanish	
Ethnic groups	Mestizo	79%
	Indian	11%
	Caucasian	10%
Major religion	Roman Catholic	93%
Main cities and population	Mexico City	19.3 million
	Guadalajara	3.4 million
	Monterrey	3.1 million
Politics		
Type of government	Federal republic operating under a centralized structure, 31 states, one federal district (Mexico City)	
Current government	Elected 1988	
President	Carlos Salinas de Gortari	
Foreign Minister	Fernando Solana	
Ruling party	Institutional Revolutionary Party (PRI), which currently holds 60 of 64 seats in the Senate and 263 of 500 seats in the Chamber of Deputies	
Opposition parties	Several opposition parties share 200 seats (out of 500 total) reserved for the opposition and allocated on the basis of proportional representation	
Economy		
Per capita GDP (1990)	US$3,234	
Economic growth rate (1990)	3.9%	
Inflation rate (CPI) (1990)	29.9%	
Total external debt (1990)	US$93 billion	
Debt held by Canada	Commercial banks: C$5.6 billion Export Development Corporation and Canadian Wheat Board: C$661.3 million Official Development Assistance: nil	
Foreign reserves (1990)	US$9.5 billion	
Unemployment rate (1990)	2.8%	
Underemployment rate (1990)	35–50%	
Currency (March 1991)	C$ = 2439 pesos (approximate)	

Foreign trade

(US$ billions)	*1988*	*1989*	*1990*
Total Exports[a]	20.6	22.4	26.8
Total Imports[a]	18.9	23.4	29.8
Trade Surplus[a]	1.7	-1.0	-3.0

Major Markets (1990 – % average)	U.S. 73%, Canada 5.6%, Japan 4.4%, Spain 3.9%, France 1.6%, Germany 1.2%
Major Suppliers (1990 – % average)	U.S. 64.3%, Germany 5.5%, Japan 4.0%, France 2.0%, Canada 1.7%, U.K. 1.5%, Brazil 1.2%

Trade with Canada

(C$ millions)	*1988*	*1989*	*1990*
Exports to Mexico	488	603	594
Imports from Mexico	1320	1698	1730
Balance	-832	-1095	-1136

Major Canadian imports from Mexico (1990)	Motor vehicles and parts, including engines; electronic equipment; appliances; digital processing units; and fruits and vegetables
Major Canadian exports to Mexico (1990)	Milk powder, semi-processed steel, motor vehicle parts, telecommunications equipment, pulp and paper, and helicopters
Canadian direct investment (1990)	US$417 million (representing 1.4% of total foreign investment in Mexico, an increase of 15.5% over 1989). Major Canadian companies include Placer-Dome, Mitel, Northern Telecom, Noranda, Moore Corp., Bata Shoes, Canada Wire, Cominco

Canadian aid

No CIDA bilateral aid program.

Embassy administers $350,000 Canada Fund for Local Initiatives.

Canada provided $3.8 million in extraordinary aid in 1985 for post-earthquake reconstruction and rehabilitation.

[a] Excluding trade conducted in the in-bond (maquiladora) industry, which is mostly with the U.S. Inclusion would increase the U.S. share of Mexican trade to over 80%.

Other	
Canadian visitors to Mexico (1990)	350,000 (Mexican Ministry of Tourism)
Mexican visitors to Canada (1990)	18,800
Mexican immigration to Canada (1990)	1,500 permanent residents (1,500 students)
Work permits for Mexicans	7,000 a year (5,000 of which are for the Mexican Seasonal Agricultural Workers' Program)
Diplomatic relations established	April 27, 1944
Canadian Embassy, Mexico City	21 Canadian diplomatic staff, 55 local staff
Canadian honourary consulates	Acapulco, Cancun, Guadalajara, Mazatlan, Puerto Vallarta, Tijuana, Oaxaca